



# services PUBLICS

Votation du 25 septembre

## Ensemble contre AVS 21 !

Téleguidée par les milieux patronaux, la contre-réforme AVS 21 creuserait les inégalités et ouvrirait la porte à la retraite à 67 ans pour toutes et tous. Mobilisons-nous en faveur d'un double non !  
EN PAGES 2, 6, 7 ET 11

### L'HFR à l'arrêt ?

**3** POINT FORT – Si le Conseil d'Etat n'accepte pas leur demande de revalorisation salariale d'ici la fin du mois, les infirmières et infirmiers experts en anesthésie de l'Hôpital fribourgeois feront grève. Interview.

### Pas durable du tout !

**4** FRIBOURG – Publiée grâce à l'intervention du SSP, la charte de développement durable de la caisse de pension de l'Etat (CPPEF) ne propose aucune mesure efficace pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Mobilisation en vue.

### Ambulanciers mobilisés

**5** NEUCHÂTEL – Confrontés à un projet de fusion entre les services d'ambulance du Val-de-Travers et du Val-de-Ruz, les salariés concernés, soutenus par le SSP, défendent avec succès leurs conditions de travail.

**AVS 21**  
**2xNON**

Payer plus pour recevoir moins?





L'image d'Anthony Anex/Keystone

Mardi 16 août, 120 000 signatures contre l'achat des F-35 ont été déposées à la Chancellerie fédérale

L'alliance contre les F-35 a fait aboutir son initiative s'opposant à l'achat des coûteux jets états-unis. Elle demande au Conseil fédéral de faire en sorte que la population vote sur cet objet avant la signature du contrat avec le géant de l'armement Lockheed Martin.

## Éditorial

# Mobilisons-nous contre AVS 21 !

La votation sur AVS 21 aura lieu dans un contexte marqué par une hausse de l'inflation, qui plombe le budget d'une grande part des salarié-e-s. Le Covid-19 servira de prétexte à une envolée des primes d'assurance maladie cet automne, alors que les prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires ont déjà pris l'ascenseur.

Et pourtant, les grands patrons ne se sont jamais portés aussi bien. En 2021, la fortune des 300 plus riches de Suisse a augmenté de 115 milliards de francs. Depuis 1989, leur patrimoine a plus que quadruplé<sup>1</sup>. Une enquête menée par le syndicat Unia confirme la gigantesque concentration des richesses à l'œuvre: dans les 43 principales entreprises du pays, le revenu le plus élevé est 141 fois supérieur au plus modeste (*lire en page 9*). En 2021, les actionnaires de ces grandes firmes ont empoché 82 milliards de francs – tandis que les salaires réels baissaient de 0,8%.

Le principal argument de la droite en faveur d'AVS 21 est la nécessité de financer le premier pilier du système de retraites. Mais en Suisse, l'argent ne manque pas. C'est sa répartition qui pose problème. Après avoir imposé l'austérité salariale et limité au maximum les effets de la loi sur l'égalité sur les salaires féminins, la droite, avec la complicité du ministre socialiste Alain Berset, continue ses attaques contre les droits des salarié-e-s. Objectif: accroître encore fortunes et dividendes. L'appétit vient en mangeant...

Augmenter l'âge de la retraite des femmes n'a donc rien à voir avec l'égalité (*en pages 6 et 7*). Au contraire. Travailler une année de plus, c'est payer davantage de cotisations pour toucher une année de rente en moins. La réforme AVS 21 se couple avec une augmentation de la taxe sur la valeur

ajoutée (TVA) de 0,4%. Or la TVA est une taxe antisociale qui, dans un contexte de hausse des prix, grèvera le portemonnaie des revenus modestes et moyens. Résultat des courses: les inégalités vont encore augmenter.

Obliger les femmes à travailler une année de plus, c'est aussi augmenter le niveau d'exploitation et d'épuisement, déjà très élevé – en particulier dans les métiers essentiels où les femmes sont majoritaires. Des métiers peu valorisés, donc peu rémunérés, qui ne permettent pas aux travailleuses

d'épargner assez pour se payer une retraite anticipée. La réforme d'AVS 21 se fera sur le dos de ces salariées. Une majorité de femmes l'ont bien compris: dans un récent sondage, elles sont 60% à vouloir voter non à AVS 21 le 25 septembre<sup>2</sup>.

Chez les hommes, le son de cloche est différent: ils seraient 71% à approuver cette réforme. Ce pourcentage élevé de oui masculins est préoccupant, car il déborde largement l'électorat de droite. Pourtant, les travailleurs n'ont aucun intérêt à approuver AVS 21. Pour ceux qui vivent en couple, la baisse de la rente de leur compagne aura un impact direct sur le revenu du ménage. Et pour tout le monde, un oui le 25 septembre ouvrirait la porte à une nouvelle réforme, déjà annoncée, visant à repousser l'âge de la retraite à 67 ans.

AVS 21 est une contre-réforme au profit de la classe aisée, qui lèsera toutes et tous les salarié-e-s. C'est ensemble que nous devons nous mobiliser pour le non, au cours des quelques semaines qui restent avant la votation! ■

**MICHELA BOVOLENTA**  
SECRÉTAIRE CENTRALE  
SSP

**AVS 21 LÈSERA L'ENSEMBLE  
DES SALARIÉ-E-S**

<sup>1</sup> *Le Temps*, 25 novembre 2021.

<sup>2</sup> Sondage de *20 Minutes* et *Tamedia*, 10 août 2022.



**FRIBOURG . Si le Conseil d'Etat n'accepte pas leur demande de revalorisation salariale d'ici la fin du mois, les infirmiers experts en anesthésie feront grève. Questions à Josiane Spenner et Pascal Bapst, infirmiers anesthésistes à l'Hôpital fribourgeois (HFR).**

# « La classe 20 ou la grève »

**GUY ZURKINDEN . INTERVIEW  
KEYSTONE . PHOTO**

**Comment avez-vous réagi lorsque vous avez appris que le Conseil d'Etat refusait de revaloriser votre fonction, contrairement à celle des infirmiers experts en soins intensifs et en urgences?**

**Josiane Spenner** – Cela a été une claque mémorable pour tout le service. Notre incompréhension était, et reste totale. Tout le monde trouve cette décision aberrante – y compris la direction des soins infirmiers et les médecins. L'annonce du Conseil d'Etat tombe au plus mauvais moment, alors qu'il y a pénurie de professionnel-le-s. Avec ce manque de reconnaissance, il sera difficile de recruter des candidat-e-s pour la formation en anesthésie à l'HFR!

**Pascal Bapst** – J'ai d'abord ressenti une grande surprise, puis de la colère. Cette nouvelle confirmait ce que je craignais: les personnes chargées de réévaluer notre fonction n'ont pas compris ce que nous faisons – même après avoir passé une journée en observation dans notre service.

Je vis cette décision comme une humiliation. La question principale n'est pas celle de l'argent, même si cela fera une différence, surtout pour les plus jeunes. À titre personnel, j'aurais préféré que l'Etat dise sincèrement qu'il ne veut pas nous accorder de revalorisation, plutôt que justifier son refus avec des arguments qui ne tiennent pas la route.

**Comment expliquer cette division entre les anesthésistes et les autres experts?**

**JS** – Elle est inexplicable. Avec les soins intensifs et les urgences, nous formons un trio inséparable. Il s'agit de trois formations d'infirmiers experts, qui requièrent un même niveau d'études. Aucun canton ne pratique de différence salariale entre ces trois spécialisations.

**PB** – Cette division est d'autant plus blessante que nous apportons souvent notre aide aux autres services. Nous nous retrouvons régulièrement aux urgences lorsque se présentent des situations très compliquées. Et durant les premières vagues de la pandémie, nous avons travaillé plusieurs mois aux soins intensifs, avec des horaires qui changeaient tous les deux jours et un matériel différent – et cela, sans aucune formation supplémentaire! Sans nous, l'HFR n'aurait jamais pu

augmenter sa capacité en lits aux soins intensifs durant les deux premières vagues. Dans un deuxième temps, nous avons pris en charge dans le service d'anesthésie des patients non-Covid venant des soins intensifs.

Aujourd'hui, on nous annonce qu'on nous refuse la classe 20. C'est comme si on disait aux professeurs d'histoire naturelle qu'ils seront moins bien payés que leurs collègues à la rentrée!

Cette décision montre aussi que la commission et le Conseil d'Etat ne savent pas comment fonctionne un hôpital et ne comprennent pas notre métier.

**L'indignation va au-delà des infirmiers anesthésistes de l'HFR...**

**JS** – Après le 4 juillet, nous avons reçu de nombreuses réactions de collègues d'autres services choqués par la position du Conseil d'Etat. Nous avons également reçu le soutien de la direction des soins infirmiers, de la direction générale de l'HFR, du médecin chef du service d'anesthésie, de la fédération suisse des infirmiers anesthésistes et de l'ASI.

**PB** – Il me semble que, parmi le personnel de la santé, tout le monde est d'accord.

**Le Conseil d'Etat vous a-t-il communiqué les raisons de son refus?**

**JS** – Nous n'avons toujours pas reçu le rapport de la commission qui s'est penchée sur notre demande de réévaluation. Via le SSP, nous l'avons pourtant demandé plusieurs fois à la direction des Finances. Celle-ci nous a d'abord répondu qu'elle avait des doutes sur les conclusions du document et voulait l'examiner à nouveau, histoire de vérifier qu'il n'y avait pas d'erreurs! Nous avons ensuite appris qu'il ne nous sera pas transmis avant la prochaine réunion du Conseil d'Etat, le 23 août.

**PB** – Dans la commission d'évaluation, il n'y avait jusqu'à présent aucun professionnel de la santé. Or il est très difficile pour quelqu'un d'extérieur d'évaluer la complexité et les risques inhérents à notre métier. Nous sommes en effet les « invisibles » de l'hôpital: quand une anesthésie s'est bien passée, on l'oublie! Nous nous efforçons aussi de travailler de la manière la plus calme, la plus discrète possible, même lorsque les situations sont dangereuses. Il est en effet primordial pour la santé du patient que nous ne perdions pas les nerfs. Pour prendre un exemple: lors de la visite de la commission dans notre service, un patient a subi

un arrêt cardiaque en présence d'une évaluatrice. En l'absence du médecin, l'infirmière en anesthésie a entrepris toutes les démarches nécessaires pour faire repartir son cœur, notamment la défibrillation. Elle a géré seule cette situation tendue, de manière si calme que la membre de la commission n'a pas compris ce qui se passait!

**Vous avez saisi la commission de conciliation, avec une séance prévue le 25 août. Comment voyez-vous la suite de votre bataille?**

**JS** – Nous avons appris que, lors de sa séance du 23 août, le Conseil d'Etat se penchera à nouveau sur la question. Il semble qu'il examinera la possibilité de mener une nouvelle réévaluation de notre fonction. Mais pour nous, cette proposition n'est pas acceptable.

**PB** – Plus nous jouons la montre, plus il sera difficile de mobiliser le personnel – et plus nous serons perdants. Et, au vu de notre récente expérience, nous n'avons aucune garantie qu'une nouvelle évaluation débouchera sur un meilleur résultat que les deux dernières.

**JS** – Cela fait cinq ans que nous montons des dossiers et expliquons pourquoi il est temps de nous revaloriser. Aujourd'hui, nous en avons ras-le-bol. Il est hors de question que nous recommencions le processus. L'Etat doit nous octroyer la classe 20 dès le 1<sup>er</sup> septembre.

**Que ferez-vous en cas de refus?**

**PB** – Le temps de la négociation est terminé. Soit nous sommes réévalués comme les autres, soit nous entrerons en grève le 1<sup>er</sup> septembre. S'il faut stopper le travail pour montrer l'importance de notre métier, nous sommes prêts.

**PB** – Nous sommes des soignants: le bien-être et la sécurité des patients sont nos priorités! Nous garantirons donc un système de garde en cas d'urgences. Mais il s'agit aujourd'hui d'une question d'honneur: la reconnaissance de notre travail est en jeu!

**JS** – Si notre métier n'est pas enfin reconnu à sa juste valeur, la pénurie de professionnels va s'aggraver et des patients risquent, dans un proche avenir, de se voir refuser l'accès au bloc opératoire par manque d'infirmiers anesthésistes. Nous formons en effet un binôme avec le médecin anesthésiste, et devons effectuer certains gestes ensemble.

Par rapport à ce scénario catastrophe, une grève de quelques jours est un moindre mal! ■

## Repérages

## PRÉAVIS DE GRÈVE POUR LE 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE

Le 4 juillet dernier, le Conseil d'Etat annonçait qu'il octroyait une classe de salaire supplémentaire aux infirmières et infirmiers experts en soins intensifs et urgences de l'Hôpital fribourgeois (HFR), qui passaient ainsi de la classe 19 à la classe 20.

L'exécutif refusait cependant d'accorder cette revalorisation aux expert-e-s en anesthésie. Cette inégalité de traitement suscitait un tollé: cela faisait en effet cinq ans que les trois spécialisations infirmières menaient main dans la main une bataille pour leur revalorisation salariale.

La décision du Conseil d'Etat, dont les motivations restent peu claires, est d'autant moins comprise que, lors de leur dernière évaluation par le système Evalfri, qui date de 2009, les infirmières-ères en anesthésie avaient déjà cumulé un nombre de points correspondant à la classe 20. Or depuis, soulignent les professionnel-le-s, le métier n'a fait que se complexifier, les services d'anesthésie prenant en charge des cas toujours plus lourds et complexes.

Soutenu-e-s par le SSP, les anesthésistes ont saisi l'organe cantonal de conciliation. Une séance est agendée au 25 août. Le personnel s'apprête à déposer un préavis de grève, reconductible, pour le 1<sup>er</sup> septembre. De son côté, le Conseil d'Etat devrait se pencher à nouveau sur la question lors de sa séance du 23 août.

Les anesthésistes ont reçu de nombreux soutiens. La direction de l'HFR, le médecin-chef du service d'anesthésie, la direction des soins infirmiers, la fédération suisse des infirmiers anesthésistes et l'ASI ont indiqué qu'ils appuient leur demande de revalorisation. ■







# Une charte et beaucoup de *greenwashing*

**FRIBOURG** . Publiée grâce à l'intervention du SSP, la charte de développement durable de la caisse de pension du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF) ne propose aucune mesure efficace pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Une mobilisation se prépare.

MATTÉO DUCREST . SSP . RÉGION FRIBOURG  
ERIC ROSET . PHOTO

Sur le terrain

Un article dans *Services Publics* peut avoir un impact plus grand que prévu. À la suite d'une publication sur le thème des investissements de la CPPEF<sup>1</sup>, j'ai été invité par Radio Fribourg pour dénoncer le manque de transparence de la caisse ainsi que ses placements dans les énergies fossiles. Deux représentants de la CPPEF m'ont répondu sur les ondes de la radio fribourgeoise<sup>2</sup>. Résultat? Le directeur général de la caisse, Gilles André, a reconnu que la CPPEF a placé 12,9 millions dans le charbon, ainsi qu'une somme tenue secrète, mais beaucoup plus importante, dans le pétrole. M. André s'est aussi engagé à publier la charte «écologie – social – gouvernance» (ESG) de la caisse, chose faite quelques jours plus tard<sup>3</sup>. Une belle avancée pour la transparence!

**AUCUNE MESURE EFFICACE.** Dans sa charte, la caisse de pension s'engage à réduire ses émissions de 50% d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone en 2050. Ces objectifs minimalistes ne pourront pas être tenus: les quelques mesures prises dans ce sens sont floues et inefficaces. Trois exemples. Des exclusions sont annoncées pour le secteur des énergies fossiles, une mesure positive mais dont l'effet sera limité: un généreux seuil de tolérance a été fixé à 20% du chiffre d'affaires pour les entreprises actives dans le secteur du charbon, 30% pour celles actives dans l'extraction de pétrole. Ainsi, si une entreprise réalise 19% de son chiffre d'affaires grâce au charbon, 29% avec l'extraction pétrolière et le reste grâce au gaz, elle sera considérée comme durable par la CPPEF! Ensuite, la caisse annonce des investissements à «fort impact environnemental,

social ou en lien avec l'économie réelle»<sup>4</sup>, sans donner plus de précisions, et indique qu'elle y consacrerait «jusqu'à 10%»<sup>5</sup> de son portefeuille – soit potentiellement seulement quelques millions... voire pas un franc! Enfin, la CPPEF ne prend aucun engagement concret pour une réduction de la consommation énergétique ou la rénovation thermique de son vaste parc immobilier (158 immeubles). Une communication rassurante et écologique ne débouchant sur aucune mesure efficace: la définition parfaite du *greenwashing*!

**COMMENT DÉCARBONER UNE CAISSE.** Pour élaborer notre campagne, nous avons travaillé avec l'économiste Eric Jondeau, professeur à l'université de Lausanne et coauteur d'études sur la décarbonation de la banque nationale (BNS)<sup>6</sup>. M. Jondeau met l'accent sur trois points. Tout d'abord, il faut exclure le secteur des énergies fossiles car ces entreprises ne peuvent pas être réformées – aucune extraction de charbon ne sera jamais durable – et négocier avec les sociétés qui peuvent se réformer, en menaçant de désinvestir en l'absence de progrès. Cette stratégie est efficace et peu coûteuse, comme le montre son analyse des titres américains détenus par la BNS: la vente de 89 titres sur les 1991 possédés permettrait une baisse des émissions de 59% pour une influence sur les rendements inférieure à 0,1%<sup>7</sup>.

Deuxième étape: agir sur l'impact direct d'une caisse de pension par la rénovation thermique du parc immobilier – une mesure qui permet de réduire à la fois la consommation énergétique et les frais des locataires. Enfin, financer la transition écologique via des investissements

dans les énergies renouvelables, dans des projets agricoles durables et des start-up favorables à la transition.

Il est également important que les caisses de pension soient transparentes et informent leurs cotisant-e-s des progrès effectués: bilan carbone sérieux, rapport annuel de soutenabilité, objectifs intermédiaires. Ces mesures peuvent permettre des avancées en matière de financement de la transition écologique, de baisse des émissions et de transformation de l'économie – en particulier si les différentes caisses appliquent une stratégie coordonnée. Eric Jondeau sera à Fribourg le 6 octobre pour une conférence-débat sur le thème.

**MOBILISONS-NOUS!** Du côté du SSP, la préparation de la campagne en direction de la CPPEF avance. Nous avons une opportunité de réduire les émissions, tout en poursuivant notre action en faveur d'une transition écologique et socialement juste. Face à la passivité des caisses de pension, la mobilisation des salarié-e-s sera décisive! ■

<sup>1</sup> À relire ici, en page 3: [https://ssp-vpod.ch/site/assets/files/0/40/028/ssp\\_07\\_web.pdf](https://ssp-vpod.ch/site/assets/files/0/40/028/ssp_07_web.pdf)

<sup>2</sup> À écouter ici: <https://www.facebook.com/SSPFribourg>

<sup>3</sup> Charte désormais consultable ici: <https://www.fr.ch/sites/default/files/2022-05/charte-esg.pdf>

<sup>4</sup> Charte ESG, page 3.

<sup>5</sup> Idem.

<sup>6</sup> Un de ces articles est consultable ici: <https://e4s.center/document/decarboner-le-portefeuille-de-la-banque-nationale-suisse/?lang=fr>

<sup>7</sup> Idem.

## LE 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE, UNE ASSEMBLÉE POUR LANCER LA CAMPAGNE

Le 2 juin dernier, l'assemblée générale de la section Enseignement a voté une résolution approuvant le lancement d'une campagne demandant à la CPPEF d'investir sa fortune dans des placements respectueux de l'environnement. Cette résolution a été reprise quelques semaines plus tard par l'assemblée du SSP – Région Fribourg, qui en a fait une de ses priorités pour 2022-2023.

Plusieurs partis politiques (dont les Jeunes vert-e-s et les Jeunes socialistes) et associations, dont les Grands-parents pour le Climat, ont amené leur soutien à la campagne. Des discussions sont en cours avec d'autres organisations, dont une association enseignante liée à la Fédération des employé-e-s de l'Etat (FEDE), qui se dit prête à relayer la campagne après que les revendications définitives auront été votées par les salarié-e-s. Nous espérons que la FEDE, dont sont issu-e-s 4 des 12 membres du comité de la caisse, suivra cet exemple!

Ces derniers mois, plusieurs dizaines de personnes, enseignant-e-s de tous degrés (enfantine, primaire, cycle d'orientation, collège et université), retraité-e-s des services publics, bibliothécaires, étudiant-e-s ou doctorant-e-s se sont déjà annoncé-e-s pour relayer la campagne dans les différents établissements des services publics du canton.

La prochaine étape sera une assemblée des salarié-e-s, le 1<sup>er</sup> septembre (18 h) au restaurant La Couronne. Celle-ci définira les revendications définitives et la forme de la campagne. Venez nombreuses et nombreux!

Des démarches ont également été entamées pour qu'une campagne similaire puisse être lancée par les autres sections romandes du syndicat. Une réunion avec des militant-e-s de différentes régions est en cours d'organisation<sup>1</sup>. ■

<sup>1</sup> Plus d'infos sur la campagne: <https://fribourg.ssp-vpod.ch>



NEUCHÂTEL . Confrontées à un projet de fusion entre les services d'ambulances du Val-de-Travers et du Val-de-Ruz, les salariées concernées, soutenus par le SSP, défendent avec succès leurs conditions de travail.

# Mobilisation payante pour les ambulanciers !

MARIE MÉTRAILLER  
SSP . RÉGION NEUCHÂTEL

**D**epuis plusieurs années, le service d'ambulances de la commune du Val-de-Travers collabore avec l'entreprise Ambulances Roland Sàrl, cette dernière étant mandatée par la commune du Val-de-Ruz. Cette collaboration permet d'assurer la sécurité sanitaire des deux vallées. Elle a cependant pour conséquence que le personnel ambulancier est soumis à des conditions de travail différentes selon l'employeur.

**FUSION DES SERVICES.** Au moment de la mise en vente de l'entreprise Ambulances Roland Sàrl, les communes y voient l'opportunité d'un rapprochement. Elles choisissent alors de maintenir la forme juridique de la société à responsabilité limitée (Sàrl) pour créer une nouvelle entité, nommée «Ambulances des vallées neuchâteloises», propriété à parts égales des deux communes. Malgré quelques oppositions au choix de l'entité juridique du côté de la minorité de gauche, ce projet a été approuvé en juin dernier. La nouvelle entité devrait voir le jour en janvier 2023.

## SOUCCIS POUR LE PERSONNEL COMMUNAL.

Dès l'annonce du projet, le personnel du service d'ambulances du Val-de-Travers s'inquiète: quelles seront les conditions de travail au sein de la nouvelle entité? Pourquoi sortir celle-ci du giron du service public, alors qu'elle appartient à deux collectivités publiques? Les réponses des autorités arrivent au compte-gouttes, quelques semaines avant la résiliation de leur contrat avec la commune. D'abord, seule une partie des conditions de travail sont présentées au personnel. Si la nouvelle grille salariale répond aux attentes des salarié-e-s, l'impact du nouveau système d'indemnisation est, à ce stade, impossible à chiffrer. À cela s'ajoute une sortie de la caisse de pension du canton de Neuchâtel, ainsi que de la caisse communale surobligatoire, hors LPP. Le personnel voit le nombre de ses jours de vacances réduit, tandis que les assurances perte de gain (APG) en cas de maladie et accident passent de 100% à 80% – dès le premier jour d'absence.

Ensuite, l'exécutif annonce que les indemnités pour suppression de poste, prévues par la loi cantonale sur le statut de la fonction publique, vont être supprimées. C'est du moins le souhait du conseil communal du Val-de-Travers, qui a demandé au conseil général d'accepter un arrêté dans ce sens.

Troisièmement, les exécutifs justifient le choix de la Sàrl par l'argument que cette formule permettrait une gestion plus souple et n'aurait aucun impact sur les conditions de travail.

Tandis que le personnel du service communal est confronté à ces mauvaises nouvelles, celui des Ambulances Roland Sàrl (deux fois plus nombreux) verra ses conditions de travail améliorées. En effet, les deux exécutifs reprennent des acquis de la fonction publique neuchâteloise, comme le congé paternité de vingt jours et les primes de fidélité. Ils y ajoutent la compensation des heures de nuit à hauteur de 10%, prévue par la loi sur le travail.

**L'INTERVENTION DU SSP.** Le personnel du service ambulancier du Val-de-Travers contacte alors le SSP. Notre syndicat prend position contre la suppression des indemnités et demande l'ouverture de négociations pour définir les conditions de travail au sein de la nouvelle entité. Il s'agit de s'assurer que ce projet de fusion ne pèsera pas les conditions de travail du personnel communal qui sera soumis à un régime de droit privé. Nos démarches, menées au printemps, ont permis d'ouvrir des négociations avec les deux exécutifs, auparavant sourds aux demandes des salarié-e-s. Nous avons aussi obtenu deux avancées: un sursis pour la suppression des indemnités au Val-de-Travers, ainsi que l'adoption d'un postulat demandant que soient étudiées l'harmonisation des jours de vacances, la création d'une voie de recours en cas de licenciement, l'amélioration de la LPP et de la couverture en cas de maladie.

**LA MOBILISATION PAIE!** En juillet, le SSP entre en contact avec la commission du personnel afin de construire une mobilisation plus large. Objectif: combattre l'élimination des indemnités en cas de suppression de poste. En effet, la modification prévue du règlement communal aurait concerné l'ensemble des postes supprimés. Nous avons donc rédigé une prise de position demandant le maintien de ces indemnités. Mis sous pression de toutes parts, le conseil communal est revenu sur sa décision il y a quelques jours: les indemnités seront versées, les jours de vacances maintenus, de même que le congé maternité de 17,4 semaines! Une proposition qui, au moment où l'article est rédigé, doit encore être validée par le personnel. Affaire à suivre! ■

## Agenda militant

### DANS LA RUE CONTRE AVS 21!

TOUTE LA SUISSE  
Samedi 27 août  
Journée de mobilisation contre AVS 21

### TRAVAILLER PARTOUT, À TOUTE HEURE?

BERNE  
Colloque juridique de l'USS  
Mercredi 31 août, de 10 h à 16 h  
Voir le programme en page 8

### AVS 21: INFORMEZ-VOUS!

SION  
Table ronde sur la réforme de l'AVS avec la participation du SSP  
Vendredi 26 août, 18 h 30, salle des Solives

### NEUCHÂTEL

«Pour une alternative à notre système de retraite moribond!»  
Café politique  
Mardi 23 août à 19h au théâtre du concert à Neuchâtel

### GENÈVE

Plénière de la Grève féministe consacrée à AVS 21  
Mercredi 24 août, 19 h  
Université ouvrière de Genève

### FRIBOURG

Travailler plus longtemps?  
Débat contradictoire avec: Catherine Friedli (SSP – Région Fribourg et Grève féministe), Pierre-Yves Mailard (Union syndicale suisse), Nadine Gobet (Fédération patronale), Marco Taddei (Union patronale suisse)  
Jeudi 1<sup>er</sup> septembre, 20 h  
Café du Jura

### SÉANCE DU SSP-ÉTUDIANT-E-S

LAUSANNE  
Jeudi 1<sup>er</sup> septembre, à 18 h  
La Couronne d'Or  
Contact: etudiant-e-s@ssp-vpod.ch

### JOURNÉE SYNDICALE AU CHUV

LAUSANNE  
Vendredi 2 septembre, de 9 h à 16 h 30

### MARCHE POUR LE CLIMAT

LAUSANNE  
Samedi 3 septembre, 14 h  
Place de la Gare

## Le trait de Vincent



## Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP  
PARAIT TOUS LES 2 VENDREDIS DU MOIS

### ÉDITEUR RESPONSABLE

SSP-VPOD  
Natascha Wey  
Secrétaire générale  
Case postale 8279  
8036 Zurich  
www.ssp-vpod.ch

### RÉDACTEUR RESPONSABLE

Guy Zurkinden  
Case postale 1360  
1001 Lausanne  
Tél. 021 340 00 00  
Fax 021 340 00 09  
E-mail: journal@ssp-vpod.ch

### IMPRESSION

Atar Roto Presse SA, Genève





# L'AVS, champion de la redistribution

Une récente étude démontre que notre principale assurance sociale est aussi le plus important instrument de redistribution des richesses du pays. Ce qui explique l'animosité de la droite à son encontre.

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR  
ERIC ROSET . PHOTO

L'AVS est «la branche la plus importante du système suisse des assurances sociales», reconnaît l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)<sup>1</sup>. Obtenue grâce à la lutte du mouvement ouvrier (*lire ci-contre*), l'AVS est aussi le principal outil permettant de redistribuer (un peu) les richesses dans notre pays, souligne une étude récente publiée dans la revue *Social change in Switzerland*<sup>2</sup>. C'est une des raisons principales expliquant l'acharnement de la droite à son égard. Les chercheurs ont décortiqué, dans six cantons regroupant les 40% de la population helvétique (Argovie, Berne, Lucerne, Saint-Gall, Valais, Genève), les données concernant les trois principaux instruments de répartition des revenus, soit: les biens publics (éducation, infrastructures, etc.) financés par l'impôt direct; les assurances sociales apportant une protection en cas de chômage, de vieillesse ou de maladie; et les prestations sous condition de ressources octroyées aux personnes les plus modestes (aide sociale, prestations complémentaires, réduction des primes d'assurance maladie, etc.).

**INÉGALITÉS RÉDUITES DE 25%.** Premier constat: le système fiscal et les prestations sociales ont un impact positif sur les revenus d'une majorité de la population. 60% des actives et actifs touchent plus de prestations qu'ils-elles ne paient d'impôts. Les transferts sociaux (assurances sociales et prestations sous condition de ressources) permettent même aux 10% les plus pauvres de doubler leur revenu dispo-

nible (de 10045 à 26200 francs par an en moyenne). En haut de la pyramide, l'effet est inverse: une fois déduits les impôts et prestations sociales, le revenu disponible des plus riches descend (de 167580 à 144965 francs). Les mécanismes de redistribution permettent ainsi de réduire d'un quart (26%) les inégalités de revenus.

**L'AVS CONTRE LES INÉGALITÉS.** Ce sont ici les assurances sociales (avant tout l'AVS et l'AI) et les prestations sous condition de ressources (aide sociale et prestations complémentaires) qui jouent les premiers rôles: ces transferts sociaux représentent 70% de l'effet redistributif total. En «four-nissant un revenu à une partie de la population active qui, sans ces prestations, n'en aurait quasiment aucun (survivants, invalides et personnes concernées par la pauvreté), l'AVS et l'AI réduisent fortement les inégalités», souligne l'étude. C'est cependant à la retraite que l'AVS déploie tous ses effets. Pour 70% de la population retraitée, la moins bien lotie, la part des revenus provenant de l'AVS est ainsi plus élevée que les rentes versées par les caisses de pension (LPP). Un chiffre qui illustre «l'importance fondamentale de l'AVS pour la prévoyance vieillesse». Pour les 15% les plus pauvres, les rentes AVS représentent 30% à 75% des revenus – contre 2 à 4% pour le 2<sup>e</sup> pilier. À contrario, plus le revenu augmente, plus la part des rentes AVS recule – tandis que celle de la LPP gagne en importance. Pour les 5% les plus riches, ce sont les revenus de la fortune qui jouent le rôle majeur.

**LES RICHES N'AIMENT PAS L'AVS:** «L'AVS a un fort effet redistributif dans la mesure où les cotisations sont calculées en fonction de pourcentages du revenu salarial. Cependant, le versement est plafonné à une rente maximale», soulignent les auteurs. Avec une conclusion imparable: «Les personnes les plus riches contribuent donc davantage au financement de l'AVS qu'elles n'en bénéficient.» Les milieux bourgeois sont tout à fait conscients de cette réalité. Leur principal porte-voix en Suisse, la *NZZ*, déplorait récemment que les cotisations payées sur la part du salaire excédant 85 000 francs «n'augmentent pas les rentes des personnes concernées, mais subventionnent les rentes des autres assurés. Il s'agit ici donc en fait d'impôts supplémentaires pour les personnes qui touchent des revenus élevés (...)»<sup>3</sup>. On comprend mieux la campagne permanente menée par ces milieux contre la première assurance sociale du pays. En attaquant l'AVS, c'est le principal mécanisme de redistribution des richesses en Suisse qu'ils veulent affaiblir. ■

<sup>1</sup> <https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/ahv/donnees-de-base-et-legislation/sens-et-but-de-l-avs.html>

<sup>2</sup> Olivier Hübelin, Rudolf Farys, Ben Jann, Olivier Lehmann: *La redistribution par les impôts et transferts sociaux en Suisse. Social change in Switzerland* N° 28, décembre 2021.

<sup>3</sup> *NZZ*, 12 février 2022.

## LE LONG FLEUVE (PAS SI TRANQUILLE) DE LA CRÉATION DE L'AVS

Le thème d'une assurance vieillesse et survivants (AVS) avait commencé à être discuté en Suisse dans les années 1880-1890. Sans doute était-ce dû à l'influence du II<sup>e</sup> Reich allemand, où le chancelier Bismarck avait introduit des assurances sociales pour mieux contrer le mouvement ouvrier qui les revendiquait.

La création d'une assurance vieillesse et invalidité figurait comme septième point du cahier de revendications lancé par le comité d'Olten (regroupant le PS et l'USS) en novembre 1918, lors de la grève générale. Une première initiative populaire fut déposée en 1919, mais refusée en 1925 par une majorité du peuple et des cantons. Toutefois, le 6 décembre 1925, une votation populaire accepta un article constitutionnel sur l'AVS. Un premier projet élaboré par le Conseil fédéral fit l'objet d'un référendum. Il fut à nouveau refusé par une majorité du peuple et des cantons en 1931.

La loi portant création de l'AVS – votée par les Chambres fédérales en 1946 – fut finalement acceptée en votation populaire le 6 juillet 1947, à la suite d'un référendum lancé notamment par les libéraux romands et l'Union centrale des associations patronales, par 862 000 voix contre 215 000 (les femmes n'avaient alors pas le droit de vote). Cette votation s'est déroulée dans une ambiance fort peu consensuelle. Qu'on en juge par ces deux exemples. Sans doute fervent lecteur de l'ouvrage *La route vers la servitude*, commis en 1944 par l'économiste libéral Friedrich August von Hayek (l'un des fondateurs de la Société du Mont-Pèlerin, en 1947), Hans Sulzer (président du Vorort, principale fâtière patronale de l'époque) estimait que la création d'assurances sociales comme l'AVS était «une première étape vers la dictature» (!). Le métallurgiste Jakob Dübli (doyen d'âge du Grand Conseil bâlois) déclarait en mai 1947: «Avec mes soixante-douze ans, je n'ai jamais manqué une heure à l'établi malgré l'hiver froid que nous venons de passer, même si mes vieux membres qui souffrent de rhumatismes auraient souvent eu besoin de repos et de soins. Mais le repos sans revenu, ce n'est pas bon non plus pour la santé. (...) Je ne suis que l'une de ces 260 000 personnes âgées de notre pays qui attendent avec beaucoup d'espoir la création d'une assurance vieillesse et survivants». ■

HANS-PETER RENK . MEMBRE SSP . RÉGION NEUCHÂTEL

La campagne sur AVS 21 entre dans sa dernière ligne droite. Le moment où jamais de nous mobiliser contre une réforme qui pénalise les travailleuses et ouvre la porte à la retraite à 67 ans pour toutes et tous. Arguments.

# Travailler jusqu'au tombeau? C'est non!

MICHELA BOVOLENTA . SECRÉTAIRE CENTRALE SSP  
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

Jamais un tel écart d'opinion entre les femmes et les hommes n'avait été enregistré sur un objet en votation, même pas sur le congé maternité. Car si les femmes ne sont que 36% à approuver AVS 21, 71% d'hommes y sont favorables, voire plutôt favorables. Une partie d'entre eux sont nos compagnons, frères, pères, fils ou cousins, voire des collègues avec qui nous partageons la pause. Un peu moins nombreux en Suisse romande, où le non l'emporterait à 56% des voix, ils sont néanmoins trop à boudier l'avis des femmes et des syndicats. À nous, femmes et hommes du SSP, de convaincre les réticents, mais aussi celles et ceux qui hésitent à voter sous prétexte que «ça ne change rien». Dans cet objectif, nous réfutons ci-dessous les principaux arguments visant à justifier AVS 21. Nous vous invitons aussi à commander le matériel et nous suivre sur les réseaux sociaux pour intensifier une campagne de proximité, indispensable pour gagner le 25 septembre<sup>1</sup>.

## RICHES CONTRE PAUVRES!

AVS 21 est le combat des classes privilégiées, qui n'ont pas besoin de l'AVS, contre les classes populaires pour lesquelles l'AVS est le principal revenu à la retraite.

Augmenter l'âge de la retraite est en effet une manière d'imposer une baisse des rentes aux salarié-e-s. Et nous savons qu'il ne s'agit que d'une étape: le projet LPP 21, qui vise à baisser les rentes versées par le 2<sup>e</sup> pilier, est en discussion au parlement, tandis qu'une nouvelle réforme de l'AVS est déjà dans le viseur de la droite.

Ce qui est bon pour le peuple ne l'est pas toujours pour soi-même. Claudine Amstein, directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, a ainsi affirmé qu'«ajuster l'âge de la retraite des femmes pour qu'il soit égal à celui des hommes n'est pas un sacrifice demandé aux femmes, c'est une adaptation nécessaire». Or lorsqu'elle a atteint l'âge de 62 ans, M<sup>me</sup> Amstein a annoncé qu'elle passait le relai pour «pour goûter à une pré-retraite active, mais plus sereine»<sup>1</sup>.

Une autre personnalité romande a pris position récemment en faveur d'une hausse de l'âge de la retraite à 67, voire 69 ans – ainsi qu'en faveur d'une baisse du taux de conversion et d'une hausse des cotisations dans le 2<sup>e</sup> pilier. Il s'agit de Thomas Boyer, le CEO du Groupe Mutuel. Lorsqu'il a succédé à M. Rabaglia à la tête de cette société d'assurance, M. Boyer a obtenu une augmentation salariale de 60% – soit 766 955 francs par an, ou 60 000 francs par mois<sup>2</sup>. Avec un tel revenu, M. Boyer gagne en un mois ce qu'une majorité des salariées touchent en une année. Pas besoin d'être devin pour prévoir que la rente de retraite de M. Boyer aura meilleure allure que celle touchée par la majorité des travailleuses, mais aussi des travailleurs de ce pays! En 2020, la rente LPP médiane d'une femme prenant sa retraite à 64 ans était de 1000 francs par mois, celle d'un homme de 1800 francs. Pour toucher un montant équivalent au salaire annuel de M. Boyer, une retraitée lambda devrait ainsi vivre jusqu'à 128 ans, et un retraité jusqu'à 100 ans. Vous avez dit «égalité»? MB. ■

<sup>1</sup> Blog du *Temps*, 1<sup>er</sup> septembre 2015; *Le Temps*, 8 mai 2022.

<sup>2</sup> *Le Nouvelliste*, 23 mai 2021.

partition de 1,5 milliard de francs en 2020, celui-ci a enregistré un surplus de 576 millions. Une erreur à 2,1 milliards! Concernant la fortune de l'AVS en 2020, les prévisions de l'OFAS présentaient une sous-estimation de 15,4 milliards. Et aujourd'hui, la fortune de l'AVS n'a jamais été aussi élevée: 49,7 milliards en 2021, soit 106% des dépenses d'une année.

On est très loin de la catastrophe annoncée – et très proche du mensonge puisque, pour se tromper pareillement, il n'y a que deux possibilités: soit le personnel de l'OFAS est très incompetent, soit ses prévisions sont politiques et servent à justifier une réforme qui va à l'encontre des intérêts de la majorité de la population.

**L'ESPÉRANCE DE VIE.** La droite ne cesse de le répéter: en 1948, l'espérance de vie était bien plus courte et les retraité-e-s touchaient l'AVS moins longtemps qu'aujourd'hui. À cette époque, beaucoup bossaient jusqu'au tombeau, ou ne survivaient que peu de temps après leur retraite. Voilà le modèle vanté par la droite, le patronat et le Conseil fédéral: un grand bond en arrière afin que la majorité des travailleuses et travailleurs ne profitent que brièvement de leur retraite. Pour justifier qu'il faut travailler plus longtemps, ils nous serinent que nous sommes passés de 6,3 personnes actives pour une personne retraitée en 1948, à 3,2 en 2019, voire 2,4 en 2035... Or ce raisonnement ne tient pas la route. D'abord, parce que le calcul pour 1948 prend en compte toute la population adulte, y compris les femmes qui, malgré leur travail à la ferme ou dans l'entreprise du mari, ne touchaient pas de salaire et ne cotisaient donc pas à l'AVS. Ensuite, parce que le montant des cotisations à l'AVS dépend de la masse salariale, sans aucun plafonnement. Or la masse salariale a augmenté fortement depuis 1948, notamment en raison de l'augmentation de la productivité. De plus, l'espérance de vie stagne. Elle a même reculé pour la première fois en 2020, en raison du Covid-19. Cette évolution est malheureuse, d'autant que nous ne sommes pas à l'abri de nouvelles

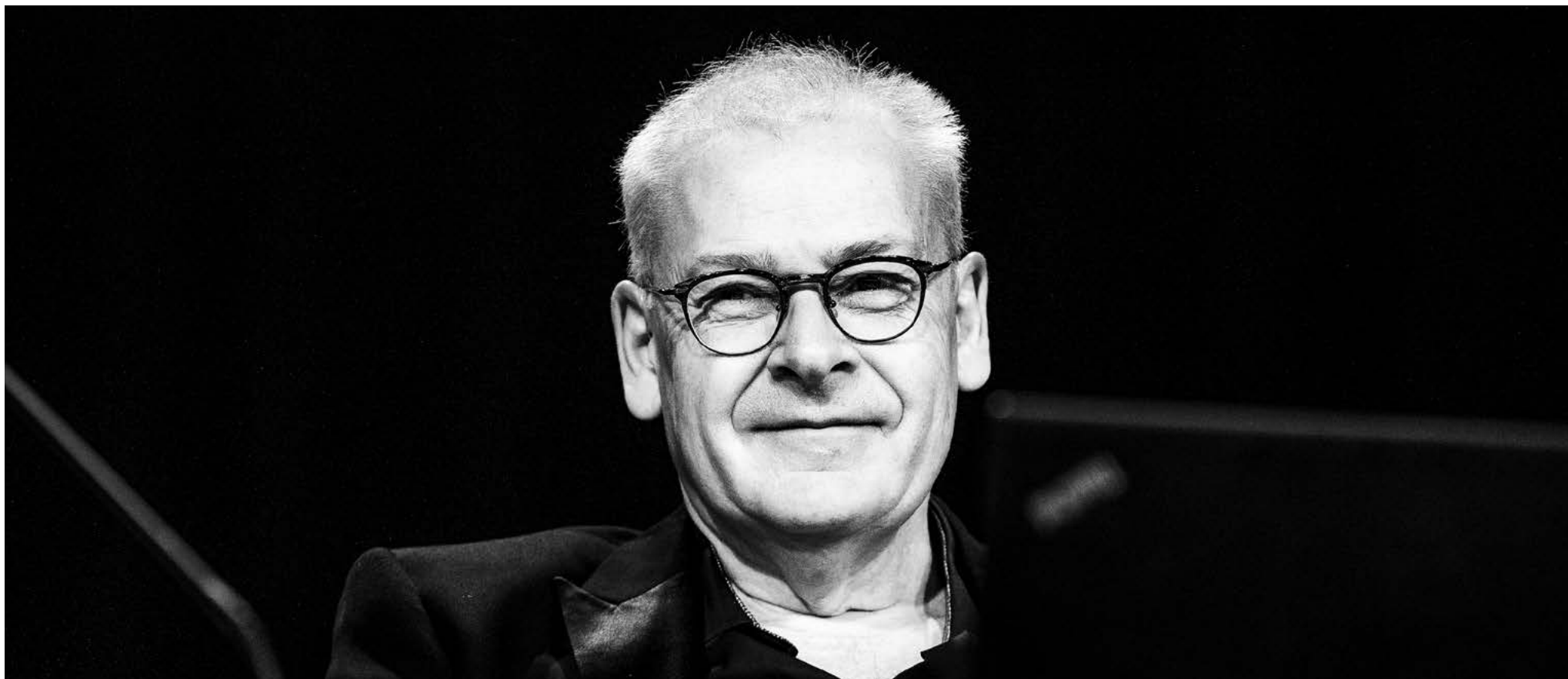
pandémies, auxquelles s'ajoutent les canicules qui sont aussi à l'origine d'une surmortalité parmi les personnes âgées. Rappelons en outre que tout le monde n'est pas égal face à la mort – et que, d'une manière générale, les personnes ayant un niveau de formation bas, des métiers pénibles et des salaires modestes vivent moins longtemps que les autres, alors qu'elles ne peuvent pas s'offrir de retraite anticipée.

**L'ÉGALITÉ.** L'argument de l'égalité revient souvent dans le débat: «Les femmes ont voulu l'égalité? Qu'elles travaillent comme les hommes et qu'elles fassent l'armée!» Or si l'égalité est inscrite dans la Constitution fédérale et dans une loi sur l'égalité au travail, elle est encore loin d'être une réalité pour la grande majorité des femmes! Quelques bourgeoises servent de faire valoir aux partisans d'AVS 21, pour nous faire croire que l'égalité ne serait qu'une question de volonté personnelle. Mais cet écran de fumée cache la réalité des milliers de femmes qui s'occupent du travail domestique, éducatif et de soins – un travail peu valorisé et peu rémunéré qui ne leur permettra pas, le jour venu, de prendre une retraite anticipée. L'égalité reste donc à construire! Et prétendre instaurer l'égalité en imposant les 65 ans aux femmes, c'est comme vouloir construire une maison en commençant par le toit: cela ne fonctionne pas. Concrètement, AVS 21 va péjorer les conditions de vie de très nombreuses femmes qui seront forcées à travailler une année de plus au prix de leur santé, ou qui devront pointer une année de plus au chômage pour arriver en fin de droit, puis à l'aide sociale. Enfin, notre projet pour une société fondée sur l'égalité de genre a pour objectif de favoriser le progrès social pour tout le monde. Le modèle masculin peut et doit être remis en cause, discuté et modifié pour aboutir à une société qui nous exploite moins toutes et tous – et pas qui nous impose de travailler toujours davantage au profit de quelques riches qui nous dansent sur le ventre. ■

<sup>1</sup> Toutes les infos et actus sur notre page spéciale: <https://ssp-vpod.ch/themes/femmes/avs21-65-ans-cest-toujours-non>







# Stefan Giger part à la retraite

Secrétaire général du SSP depuis 2008, Stefan Giger prend sa retraite — ou, du moins, se met en retrait. On ne pourra pas encore se passer complètement de ce militant infatigable. Même s'il peut enfin se consacrer à ses autres chevaux de bataille.

NATASCHA WEY  
ET CHRISTOPH  
SCHLATTER

**S**tefan Giger a grandi à Gösgen, dans le canton de Soleure. Il a rejoint le SSP en 1989, à l'âge de 30 ans. Auparavant, Stefan avait enseigné quelques années à école secondaire. Plus tôt, pendant ses études, il avait installé des chauffages pour gagner de l'argent. Son parcours politique l'a mené des «ramifications du mouvement local de 1968» au parti social-démocrate, où il n'a toutefois pas aspiré à exercer de fonctions politiques.

**INÉVITABLEMENT SUR LA DÉFENSIVE.** Au secrétariat central du SSP, le jeune collègue s'est d'abord occupé des sections des transports. À cette époque, le monde était en pleine mutation. Le mur de Berlin était tombé. Et avec lui un équilibre de la terreur, même précaire, et une certaine «domestication» du capitalisme. Les recettes néolibérales de Thatcher, Reagan et consorts trouvaient soudain un écho dans les milieux de «gauche» — en particulier chez Schröder, Blair et consorts. Le SSP a alors dû mener une lutte défensive face au *New Public Management* et aux attaques contre le service public.

Il a fallu beaucoup de mouvements et de persuasion, y compris au sein de la gauche, pour ancrer l'idée que le «libre» marché ne fait pas partie de la solution, mais du problème. Dans ce contexte, il n'a pas été possible d'empêcher la mise au concours des transports urbains dans tout le pays. Mais en fin de compte, le SSP et les syndicats des transports ont remporté cette manche. Alors que, au même moment, les pays européens connaissaient des infrastructures en ruine, des lignes fermées et un personnel à bout de souffle, la Suisse réussissait à faire sauter un verrou décisif en interdisant aux prestataires privés de tirer profit des services publics. Dans de tels combats, Stefan Giger a joué avec virtuosité sur le clavier des possibilités syndicales. À plusieurs reprises,

il y a eu des grèves ou des quasi-grèves — comme en janvier 1999, au sein de l'entreprise des transports publics de la ville de Zurich (VBZ). Thomas Wagner, le conseiller municipal radical en charge de la question, tenait alors des propos violents, affirmant que les grévistes devaient être licenciés. Il a fallu l'intervention de la conseillère municipale socialiste Esther Maurer qui, en tant que directrice de la police, craignait un chaos dans les transports, pour que le SSP reçoive dans la nuit le oui décisif pour des négociations sur une CCT. Les grévistes des VBZ ont alors cédé. Et, comme chaque matin, ils ont fait sortir leurs véhicules du dépôt.

**LA TACTIQUE DU SALAMI ET SES CONSÉQUENCES.** Malheureusement, la résistance aux menaces néolibérales n'a pas été aussi efficace partout. Dans le domaine de la santé, la tactique du salami adoptée par les partisans de la libéralisation est souvent allée très loin, par exemple avec la privatisation des hôpitaux. Mais Stefan Giger avait encore un atout dans sa manche: il savait que les entreprises ne relevant pas du droit public étaient soumises à la loi sur le travail. Or les turbo-libéraux n'avaient pas pensé que les dispositions relatives à la durée minimale du repos et à la durée maximale du travail étaient également applicables...

**LE FÉDÉRALISME, POINT D'ACHOPPEMENT.** En 2007, Stefan Giger était élu haut la main au poste de secrétaire général du SSP. Il était alors conscient que son travail ne serait pas facile. Son premier grand projet en tant que secrétaire général — une fusion des grands syndicats du service public (à l'exception du SEV) — n'a pas abouti. Finalement, seuls le Syndicat de la communication et Comedia ont fusionné pour former l'actuel Syndicom, le SSP s'étant retiré. Les deux autres partenaires n'étaient pas prêts à accorder au SSP le fé-

déralisme dont il avait besoin pour vivre. Le deuxième point de départ de Giger a été la tentative d'orienter davantage le syndicat vers la lutte collective et d'introduire l'idée d'*organizing*. Un syndicat vit de l'esprit public, de la lutte collective (et, s'il le faut, de la grève); il ne peut pas exister s'il ne garantit que l'assurance d'un conseil individuel. Ce changement de mentalité a été formulé de manière convaincante par Stefan Giger dans la prise de position «Renforcer le syndicat», qui a obtenu une majorité écrasante lors du congrès de 2011.

**COMPATIBLE AVEC TOUS LES MILIEUX.** Stefan Giger était compatible avec tous les milieux et traitait d'égal à égal avec les employeurs. Il soutenait sans réserve les revendications féministes et était un véritable outil à tout faire, dont le SSP a profité sans vergogne. La loi sur le temps de travail spécifique au personnel des transports faisait partie de ses spécialités. Ses exposés et ses formations sur tous les aspects des caisses de pension sont également connus. Stefan maîtrisait aussi l'histoire du mouvement ouvrier, ainsi que celle des différentes branches du SSP. Il est difficile d'imaginer Stefan Giger, habi-

tué à des semaines de 80 ou 100 heures, se reposant sur ses lauriers. Et il est probable que cela n'arrivera pas de sitôt, bien que le secrétaire général ait déjà passé le flambeau à son successeur. En tout cas, celle-ci est heureuse d'avoir une porte à laquelle frapper si elle a besoin de conseils. L'immense savoir de Stefan Giger est encore à disposition pour un certain temps.

**AUGMENTER LE NIVEAU DE SUDOKU?** Nous sommes tristes de voir partir Stefan. Mais nous sommes heureux qu'il puisse désormais se consacrer à ses hobbies. On ne sait pas vraiment s'il en a, car il ne restait pas beaucoup de place à côté de sa charge de travail. En ce qui concerne la résolution de sudokus, Stefan peut désormais passer du niveau «difficile» à celui d'«extrêmement difficile». On rencontrera aussi notre collègue de temps en temps en cuisine ou en pâtisserie — c'est ce que l'on peut déduire des goûters qu'il apportait à la pause-café pour son anniversaire. Et puis, il aura aussi du temps pour la lecture non spécialisée et la musique, des chevaux de bataille longtemps négligés. Nous lui souhaitons beaucoup de plaisir dans tout cela! ■

## Votations fédérales du 25 septembre 2022

### Recommandations du SSP

- |  |            |
|--|------------|
| > Initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse»  | <b>OUI</b> |
| > Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA          | <b>NON</b> |
| > Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS 21)                      | <b>NON</b> |
| > Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (Renforcement du marché des capitaux et de tiers) | <b>NON</b> |

NEUCHÂTEL VOTATION CANTONALE DU 25 SEPTEMBRE

## OUI À L'INITIATIVE EN FAVEUR D'UNE ASSURANCE DES SOINS DENTAIRES!

**P**as ou peu remboursés par les assurances maladie, les soins dentaires grèvent fortement les budgets familiaux, notamment ceux des couches les plus défavorisées de la population. En effet, lors de l'élaboration de la loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal) – adoptée le 18 mars 1994 –, les tarifs de ces soins en avaient été omis, sans doute par tactique politicienne visant à ne pas augmenter le nombre des opposant-e-s (de droite) à cette loi.

Jugeant cette situation intolérable, une coalition regroupant les diverses composantes de la gauche neuchâteloise, ainsi que l'Association de défense et de détente des retraité-e-s (AVIVO) et le Mouvement populaire des familles (MPF), a déposé le 26 août 2015 une initiative demandant la création d'une assurance des soins dentaires. Cette assurance, obligatoire, prendrait en charge les frais de soins dentaires de base, ainsi que des mesures de prévention mises sur pied par les collectivités publiques, notamment des séances périodiques de contrôle et d'hygiène dentaire. Elle serait financée par un prélèvement paritaire sur les salaires ainsi que par une contribution des collectivités publiques.

L'initiative avait obtenu 8135 signatures valables (alors que le minimum requis était de 6000). Son financement serait du même type que l'AVS. Une retenue sur le salaire de 0,5% est prévue pour l'em-

ployeur et pour l'employé-e. Le coût pour l'employé-e atteindrait ainsi 30 francs par mois pour un revenu de 6000 francs.

«La santé bucco-dentaire constitue en effet une composante indéniable de l'état de santé et du bien-être des individus en général, alors que les inégalités qui frappent l'accès aux soins dans ce domaine sont réelles. Les études à ce sujet démontrent que plus les actions dans ce domaine sont précoces, plus les effets sont positifs et durables. Ainsi, une bonne santé bucco-dentaire passe en premier lieu par de la prévention et de la prophylaxie dès le plus jeune âge», reconnaissait un rapport du Conseil d'Etat (24 janvier 2020) sur cette initiative. Mais il ne la soutient pas pour autant...

D'ordinaire, d'après la loi cantonale sur les droits politiques, une initiative doit faire l'objet d'un rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil dans les deux ans suivant son dépôt. Dans le cas d'espèce, le Conseil d'Etat *in corpore* aura pris son temps, puisqu'il a fallu attendre sept ans (!), après la présentation de ce rapport, pour que l'initiative soit enfin soumise au vote populaire. Cette votation aura lieu le 25 septembre.

Estimant qu'elle va dans le bon sens, le SSP – Région Neuchâtel recommande par conséquent à l'ensemble de ses membres de voter oui à cette initiative. ■

HANS-PETER RENK . SSP . RÉGION NEUCHÂTEL

VAUD RENTRÉE SCOLAIRE

## LA TÊTE CHANGE, LES BESOINS RESTENT!

**D**e nombreux enjeux attendent l'école durant l'année scolaire à venir. Une année qui, nous l'espérons, ne sera pas affectée par une situation sanitaire aux conséquences pédagogiques et psychologiques lourdes.

Concernant l'éducation numérique, le SSP-Enseignement appelle à un bilan des étapes réalisées et à un débat large sur les objectifs poursuivis, le rythme de leur mise en oeuvre et les moyens octroyés. Quant aux effectifs des classes, le SSP rappelle qu'ils sont souvent trop élevés. Par exemple, dans les gymnases, nous constatons depuis plus de dix ans un nombre d'élèves par classe dépassant régulièrement les maxima réglementaires. Ces sureffectifs mettent en évidence une insuffisance de moyens pour l'école et des manquements importants dans la planification des infrastructures pour le postobligatoire.

À l'occasion de la rentrée, le SSP-Enseignement est revenu de manière plus approfondie sur trois enjeux: l'importance de l'école inclusive, la révision de l'école de maturité et la grève des femmes qui se prépare pour le 14 juin 2023. Autant de sujets qui figurent dans un courrier syndical adressé au nouveau chef du

Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF), Frédéric Borloz.

En matière d'école inclusive, le SSP demande au DEF d'élaborer un plan pédagogique qui permettra d'allouer les moyens nécessaires pour offrir à toutes et tous une formation de qualité.

Dans le cadre de la révision de l'école de maturité, le SSP demande que des mesures de lutte contre les inégalités soient prises. Cette révision impliquant une maturité en 4 ans pour toute la Suisse, le syndicat exige en outre que l'ajout d'une année de gymnase dans le canton de Vaud ne se fasse pas au détriment de l'école obligatoire (*lire aussi en page 10*).

Enfin, le SSP rappelle que le chemin vers une réelle égalité hommes-femmes au sein de l'école vaudoise reste long. De nombreuses revendications syndicales touchant aux questions pédagogiques et aux conditions de travail ne sont pas encore acquises. Le SSP-Enseignement participera donc activement à la grève féministe du 14 juin 2023. ■

SSP . RÉGION VAUD . GROUPE ENSEIGNEMENT

AÉROPORT DE GENÈVE LA MOBILISATION PORTE SES FRUITS

## UN ACCORD SALARIAL FAVORABLE CONCLU AVEC EASYJET!

**A**près de longs mois de négociations, une saisine du tribunal compétent (CRCT) et une importante mobilisation du personnel, nous avons enfin signé un accord avec la direction de la compagnie d'aviation Easyjet.

Cet accord s'articule en trois augmentations de salaires successives d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Celles-ci représentent, au total, un minimum de 7% d'augmentation sur le salaire fixe, et 4,5% sur la part variable. Ces augmentations sont assorties d'une prime immédiate de 4000 francs pour le personnel de cabine et 4500 francs pour les chef-fe-s de cabine.

Par ailleurs, les augmentations seront automatiquement revues à la hausse si les inflations de 2022 et/ou de 2023 sont supérieures aux prévisions de la BNS (respectivement 3% et 1%).

L'accord inclut également une revalorisation substantielle des indemnités versées lorsque la fin de service du personnel chevauche un jour de repos, ainsi qu'une revalorisation des cotisations pour

la LPP. Enfin, le personnel atteignant quatorze ans d'ancienneté bénéficiera d'un jour de vacances supplémentaire (soit 26 jours ouvrables par année).

Le renforcement du salaire fixe au détriment de la part variable est une revendication de longue date du personnel, car seule la part fixe est reconnue dans son intégralité par les organismes de protection sociale.

Easyjet connaît de nombreuses grèves dans les pays européens – Angleterre, Espagne, Italie, Portugal et Allemagne. Le personnel basé en Suisse (Genève et Bâle-Mulhouse) était déterminé à obtenir une réelle augmentation salariale. Easyjet Suisse ne pouvait pas prendre le risque d'une grève pendant la saison estivale.

Cet accord exceptionnel dans l'histoire de la branche helvétique de la compagnie est le résultat direct de la mobilisation du personnel, soutenu par le SSP. ■

JAMSHID POURANPIR . SECRÉTAIRE SSP TRAFIC AÉRIEN

SALAIRES LES INÉGALITÉS AUGMENTENT

## 82 MILLIARDS POUR LES ACTIONNAIRES. ET LES SALARIÉS?

**L'**écart entre les revenus touchés par les dirigeants d'entreprises et ceux qu'ils versent à leurs salarié-e-s s'est encore creusé en 2021, souligne une enquête du syndicat Unia. Au sein des 43 principales entreprises suisses, le revenu le plus élevé était en moyenne 141 fois supérieur au plus modeste.

C'est le groupe pharmaceutique Roche qui détient la palme de l'inégalité: l'employé-e touchant le salaire le plus bas devrait y travailler pendant 307 ans pour atteindre la rémunération annuelle empochée par le CEO de la multinationale, Severin Schwan – en 2021, M. Schwan a en effet touché la rondelette somme de 15,1 millions de francs. Il est suivi par Ralph Hammers, le CEO d'UBS, qui a touché 11,5 millions.

L'augmentation de ce qu'Unia appelle «l'écart salarial» – un terme qui devrait être revu, car les revenus exorbitants des CEO représentent une part du profit réalisé en exploitant le travail des salarié-e-s, et non un salaire proprement dit – au sein des sociétés helvétiques illustre une tendance de fond: alors que les bas et moyens salaires stagnent depuis trois décennies, les revenus des top manager ont pris l'ascenseur.

Dans la moitié des entreprises analysées, souligne Unia, les salaires les plus faibles sont en effet inférieurs à 50 712 francs par an – soit 3900 francs mensuels versés sur treize mois, un montant situé sous le seuil des bas salaires fixé par l'Office fédéral de la statistique (4443 francs bruts par mois en 2020). Or les revenus touchés par les 10% de salarié-e-s les plus modestes n'ont augmenté que de 0,5% entre 2016 et 2020, en termes réels, alors que ceux des 10% les plus élevés ont progressé de 4%.

Les revenus des grands patrons, de leur côté, ont même fait un bond de 12%.

Il n'y a pas que les CEO qui voient la vie en rose. Au cours de l'exercice 2021, les 40 principales sociétés helvétiques cotées en bourse ont versé des dividendes pour un montant avoisinant les 42 milliards de francs, souligne l'enquête d'Unia. En parallèle, les actionnaires ont bénéficié de rachats d'actions à hauteur de 40 milliards de francs – 56% de plus que l'année précédente. Ensemble, ces entreprises ont donc versé à leurs actionnaires une somme supérieure à la moitié des bénéfices qu'elles ont réalisés!

Ces données jettent un éclairage intéressant sur les négociations salariales de cet automne. Depuis plusieurs mois, les patrons refusent l'augmentation générale des salaires revendiquée par les syndicats. «De nombreuses entreprises ont vécu sur leurs réserves pendant la pandémie et n'ont aujourd'hui que des possibilités limitées d'augmenter les salaires sous la forme de l'arrosoir. Ce sont des augmentations individuelles qui seront mises au premier plan», déclarait Valentin Vogt, le président de l'Union patronale suisse, dans la presse dominicale<sup>1</sup>.

Le rapport d'Unia démontre au contraire que «l'argument selon lequel les entreprises ne pourraient pas se permettre d'octroyer des augmentations générales des salaires ne semble guère crédible au vu des 82 milliards distribués aux actionnaires. On assiste plutôt à une redistribution des revenus des salarié-e-s vers les gestionnaires et l'actionnariat». ■

SERVICES PUBLICS

<sup>1</sup> NZZ am Sonntag, 14 août 2022.



Les syndicats vaudois refusent que le nécessaire allongement de la maturité gymnasiale se fasse au détriment de l'école obligatoire. Questions à Cora Antonioli, enseignante et membre du SSP-Enseignement.

# Contre une formation au rabais

GUY ZURKINDEN . INTERVIEW  
ERIC ROSET . PHOTO



Le canton de Vaud devra allonger d'un an la durée des études gymnasiales. Une évolution positive?

Cora Antonioli – Oui. Le SSP défend l'idée d'un gymnase en quatre ans depuis longtemps, car le système actuel pose de multiples problèmes.

Quels sont ces problèmes?

Trois années de gymnase, c'est insuffisant par rapport à la matière enseignée et aux objectifs d'apprentissage. Pour les élèves, cela se traduit par des grilles horaires surchargées – 34, 35 et jusqu'à 37,5 périodes par semaine. Cette situation pousse beaucoup d'entre elles et eux à opérer un tri entre les disciplines. Cela enlève de la cohérence au cursus gymnasial, alors que celui-ci est d'abord une formation de culture générale.

Du côté des enseignant-e-s, nous manquons de temps pour suivre les élèves. Ce problème est exacerbé par la politique de l'Etat de Vaud, qui investit relativement peu dans le système scolaire – en ce qui concerne le financement du secondaire II, Vaud figure parmi les plus mauvais élèves de Suisse! Cela se traduit par des classes en sureffectifs depuis plus de dix ans, en raison du manque de locaux.

Une des conséquences est que le taux d'échec est important dans le postobligatoire. Les élèves vivant des situations sociales et/ou familiales difficiles sont les plus touché-e-s.

Que pensez-vous de la variante «10+4», qui raccourcirait l'école obligatoire?

Le modèle «10+4» séduira probablement des secteurs de droite, qui proclament qu'il y a trop de monde dans les gymnases. Du côté des enseignant-e-s et des syndicats, notre opposition au «10+4» est claire.

En réduisant d'une année la durée de l'école obligatoire pour les élèves qui choisissent la voie gymnasiale, cette variante comprimerait sur deux ans la matière prévue en trois. Elle introduirait

ainsi un modèle de formation de base au rabais, que nous refusons.

Ce système aurait aussi pour conséquence d'avancer et renforcer la sélectivité du système scolaire. Or déjà aujourd'hui, les élèves issu-e-s des classes populaires et/ou originaires de familles immigrées sont sous-représenté-e-s au gymnase!

Autre problème: cette sélection encore plus précoce augmenterait la pression exercée sur les jeunes élèves. Or à nos yeux, la pression exercée durant les deux années (7-8P) précédant l'entrée au cycle d'orientation est déjà trop grande!

Enfin, le système «10+4» compliquerait la donne pour les élèves qui voudraient emprunter des passerelles vers le gymnase après la 11<sup>e</sup> année. La quasi-totalité du système de passerelles serait mise en danger. Que deviendrait un-e élève ayant échoué en 1<sup>ère</sup> année de gymnase et souhaitant se réorienter vers l'école professionnelle, alors qu'il ou elle n'aurait pas fait de 11<sup>e</sup> année?

Vous évoquez des conséquences sur l'emploi...

Le «10+4» pourrait se traduire par des suppressions d'emplois massives au secondaire I. Si on supprime une année d'enseignement obligatoire, il y aura moins de classes, et donc moins de postes d'enseignant-e-s au secondaire I. Or beaucoup de ces collègues ne pourraient pas occuper les postes supplémentaires créés au secondaire II, car la formation académique et pédagogique exigée y est différente!

En même temps, cette situation renforcerait le risque de pénurie d'enseignant-e-s formé-e-s au secondaire II, dans certaines branches en particulier.

Quelles sont vos revendications?

Nous voulons maintenir un système avec onze ans d'école obligatoire afin de garantir le droit à la formation pour chaque élève, quel que soit son parcours.

La manière dont on mettra à profit l'année supplémentaire de gymnase

est importante. Rajouter de nouvelles disciplines ou en augmenter le nombre d'heures n'est pas la voie à privilégier – car cela maintiendrait la surcharge actuelle. Il s'agit plutôt de répartir les programmes actuels sur quatre ans, de donner plus de temps pour faciliter leur approfondissement et leur digestion par les élèves – avec à la clé de meilleurs taux de réussite et une meilleure formation.

Un tel système devrait aussi permettre aux enseignant-e-s de mieux accompagner les élèves. En mettant plus de temps à disposition, il permettrait de multiplier les liens entre les disciplines, de faciliter la mise sur pied de projets et de développer les thématiques transversales, comme la durabilité. Ce serait bénéfique à l'ensemble de la société!

Derrière ce débat, il y a toute une conception de l'école publique...

Nous défendons l'idée d'un système de formation ouvrant un maximum de portes à toutes et tous. Cela implique aussi de démocratiser l'accès au gymnase – une filière qui reste élitiste.

Une formation gymnasiale doit aussi permettre à chaque élève d'acquérir une culture générale solide, ainsi que les outils nécessaires pour réfléchir et agir dans la société en tant que travailleuses-eurs et citoyen-ne-s.

Enfin, une bonne formation est indispensable pour garantir un service public de qualité.

Tout cela implique que l'Etat investisse plus dans le système de formation. Les bénéfices répétés engrangés par le canton de Vaud le permettent! ■

Sur le web

<https://vaud.ssp-vpod.ch/matu2023-campagneVD>

<http://ssp-vpod.ch/matu2023>

Repérages

## UNE RÉFORME LOURDE D'ENJEUX POUR LES CANTONS CONCERNÉS

D'ici 2032, la durée de la maturité gymnasiale sera fixée à quatre ans dans toute la Suisse. C'est le principal changement introduit par la nouvelle ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM-RRM), mise en consultation par le Conseil fédéral jusqu'au 30 septembre.

Pour les cantons du Jura, de Neuchâtel, de Vaud ainsi que pour le lycée francophone de Berne, qui prévoient aujourd'hui une matu en trois ans, le changement est de taille et revêt de multiples enjeux – pour la scolarité obligatoire comme pour le secondaire II.

Dans le canton de Vaud, le système en vigueur aujourd'hui prévoit onze années d'école obligatoire, suivies de trois ans de gymnase – alors que la grande majorité des cantons prévoient quatre ans pour l'obtention d'un certificat de maturité.

Le projet du Conseil fédéral laisse la porte ouverte à une variante «10+4», qui raccourcirait l'école obligatoire en contrepartie de l'allongement des études gymnasiales. Dans le canton de Vaud, les syndicats SSP et SUD, ainsi que la Société pédagogique vaudoise ont rendu public en juin, à la veille de l'entrée en fonction du nouveau chef du Département de la formation, un manifeste pour défendre la variante «11+4», soit onze années d'école obligatoire, suivies de quatre ans de gymnase.

La campagne d'information sur le sujet s'intensifiera dès la rentrée scolaire, dans les écoles et auprès de la population. Dans les gymnases, elle se fera en particulier dans le cadre de la réponse à la consultation sur l'ORM-RRM. Le conseiller d'Etat vaudois en charge de la formation, le libéral-radical Frédéric Borloz, n'a pas encore indiqué son avis sur la question. ■



## DIRECT DU DROIT par Christian Dandrès

AVOCAT

# AVS 21, UNE ATTAQUE ANTISOCIALE

La droite a lancé sa campagne en faveur d'AVS 21. Sa stratégie consiste à séparer la question des retraites de celle de l'exploitation des salariées et à gommer la grève des femmes. AVS 21 est présentée comme une bataille de coqs. La *NZZ*, *Le Temps* et la RTS mettent en scène un duel Berset/Maillard dont l'enjeu serait une lutte d'appareil au sein du parti socialiste.

AVS 21 serait surtout inéluctable financièrement. L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes serait ainsi la conséquence – certes désagréable – de l'égalité des sexes. Selon Céline Amaudruz, vice-présidente de l'UDC, «[...] il faut avoir le courage de ses opinions et ne pas considérer cette égalité homme-femmes comme un menu à la carte, c'est-à-dire applicable dans certains domaines et pas dans d'autres».

La droite rappelle aussi les vieilles gloires du Manifeste du Gurten<sup>1</sup>, qui se présentent comme les porte-voix de l'électorat de gauche. C'est ainsi que Rudolf Strahm et consorts rejouent leur carte de 2001 qui, en dix points, devait permettre au parti socialiste (PS) d'obtenir le même succès que Tony Blair. Il se serait agi de limiter l'Etat social, de s'éloigner du «lobbyisme» des organisations syndicales et environnementales ainsi que de leur «dogmatisme», et de «limiter l'immigration».

Rudolf Strahm, ancien élu socialiste, et Monika Bütler, professeur à l'université de Saint-Gall et membre du conseil d'administration de SwissLife, tiennent grosso modo le même discours dans la presse alémanique. Les discriminations que subissent les femmes sont concentrées dans le marché du travail et non dans l'AVS, qui n'a pas vocation à corriger cette situation. Selon Strahm: «Le système du marché du travail et le système social, dans leur ensemble, désavantagent irréfutablement les femmes. Le système de l'AVS, pris isolément, ne désavantage pas les femmes! Il ne peut pas compenser la discrimination systémique dans d'autres domaines de la vie.» Monika Bütler fait un pas de plus en expliquant ces discriminations: les jeunes femmes s'orienteraient vers des emplois à temps partiel et choisiraient ainsi des secteurs moins bien payés, par choix ou en répondant à un schéma culturel. Combattre AVS 21 serait se tromper de cible et risquer de léser l'AVS qui a besoin d'argent.

Cette argumentation spécieuse semble convaincre outre-Sarine. Elle repose sur deux incohérences.

Ce n'est pas parce que les femmes sont moins défavorisées par l'AVS que dans d'autres domaines de la prévoyance et sur le marché du travail qu'il faut péjorer leur 1<sup>er</sup> pilier. Il faut au contraire défendre l'AVS et réaliser son mandat constitutionnel, qui n'est pas de prolonger les inégalités sociales de la retraite jusqu'à la mort.

AVS 21 a aussi pour enjeu la question sociale, méprisée par le comité de femmes bourgeoises favorables à cette contre-réforme. Les personnes parmi les plus concernées sont des femmes immigrées qui effectuent des tâches pénibles et les plus mal payées, comme le nettoyage. Dans le canton de Vaud, cette tâche est rémunérée 18 francs par heure. Combien de ces femmes arrivent en bonne santé à 64 ans aujourd'hui? Avec ses 10 millions de fortune, Céline Amaudruz peut se passer de l'AVS; ces femmes, non.

Enfin, des statistiques indiquent qu'une majorité d'hommes seraient favorables à AVS 21. Le réveil risque de faire mal. Si le camp bourgeois attaque aujourd'hui la retraite des femmes, c'est pour mieux démanteler, demain, celle des hommes. Ce coup de boutoir supplémentaire, les jeunes libéraux-radicaux l'ont déjà préparé avec leur initiative qui prévoit un départ à la retraite à 67 ans, puis son augmentation en proportion de l'espérance de vie.

Seul un refus à AVS 21 peut freiner cette attaque antisociale. ■

<sup>1</sup> Publié en 2001, le Manifeste du Gurten regroupe l'aile droite du Parti socialiste, proche des thèses social-libérales de Tony Blair (Angleterre) et Gehrard Schröder (Allemagne). Il est signé notamment par Rudolf Strahm et Simonetta Sommaruga, qui siégeaient alors au Conseil national.

VOTATION . Les syndicats et la gauche appellent à voter non à la suppression de l'impôt anticipé réclamée par les banques et les grandes entreprises.

# Pas de cadeau fiscal au Capital!

## SERVICES PUBLICS

Le 25 septembre, nous voterons aussi sur un projet fiscal. Le Conseil fédéral veut en effet supprimer l'impôt anticipé sur les obligations<sup>1</sup> ainsi que le droit de timbre de négociation sur les obligations suisses et autres titres. Soutenue par les milieux d'affaires, cette mesure est combattue par les syndicats et la gauche. L'impôt anticipé sur les obligations est avant tout payé par des investisseurs, souvent de grandes entreprises. D'un taux de 35%, il est remboursé à leur détenteur après qu'il les a déclarés au fisc (suisse ou étranger). Cette taxe a donc pour objectif de lutter contre la soustraction fiscale. Il faut préciser qu'elle sera supprimée uniquement pour les investisseurs étrangers et les entreprises helvétiques – elle continuera à être perçue sur les personnes privées résidant en Suisse, très peu nombreuses à être concernées.

**BON POUR LES MULTINATIONALES.** Cela fait belle lurette que les banques, les assurances et les milieux financiers font campagne contre l'impôt anticipé. «Les millions de recettes fiscales annuelles que supprimera la réforme de l'impôt anticipé ne doivent pas être vus comme une perte, mais comme un investissement» écrit Renaud Planta, de la banque Pictet<sup>2</sup>! Selon l'Association suisse des banquiers, la réforme devrait permettre de rapatrier en Suisse, en l'espace de cinq ans, un volume de placements d'environ 900 milliards de francs – une affirmation totalement invérifiable<sup>3</sup>. Les syndicats et les partis de gauche dénoncent en revanche une contre-réforme grâce à laquelle «quelques grandes multinationales obtiennent de nouveaux passe-droits. Elles seront favorisées lorsqu'elles se procureront de l'argent sur le marché des capitaux. En même temps, cette suppression favorise la criminalité fiscale des grands investisseurs et des oligarques».

**MAUVAIS POUR LE SERVICE PUBLIC.** Dans un rapport sur les conséquences de la suppression de l'impôt anticipé, l'administration fédérale des contributions (AFC) arrive à la conclusion que celle-ci entraînerait une diminution des recettes à long terme de 215 à 275 millions de francs, à laquelle s'ajouterait «la diminution non quantifiable des recettes du droit de timbre de négociation»<sup>4</sup>. La gauche et

les syndicats craignent que les pertes ne soient beaucoup plus lourdes. Les estimations de l'AFC se basent en effet sur un taux d'intérêt moyen de 1%. Or si ce taux monte, les pertes seront plus élevées – de l'ordre de 600 à 800 millions de francs par an pour des taux situés entre 3% et 4%. Ce manque à gagner impacterait en premier lieu les caisses de la Confédération – alors que, selon le ministre des Finances Ueli Maurer, les finances fédérales pourraient traverser des difficultés dès 2024, notamment en raison de l'envol des dépenses militaires<sup>5</sup>. La suppression de l'impôt anticipé menace donc les dépenses publiques.

**SUR LA LANCÉE DU 13 FÉVRIER!** Cette contre-réforme fiscale s'inscrit dans une série de mesures visant à faire baisser (encore!) l'imposition des banques et grandes entreprises: suppression de l'impôt sur le capital en 1997; deuxième réforme de l'imposition des entreprises (RIE II), un énorme cadeau aux actionnaires, en 2008; Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) en 2019, avec à la clé une baisse drastique des taux d'imposition des bénéfices dans les cantons. Heureusement, les cadeaux fiscaux au Capital rencontrent une résistance de plus en plus importante. «En matière de politique fiscale, la gauche politique a le vent en poupe. Du moins quand il s'agit de bloquer des réformes» s'inquiète ainsi le quotidien alémanique *NZZ*<sup>6</sup>. Et de pronostiquer une «rude bataille de votation» pour Ueli Maurer. Le 13 février dernier, la suppression du droit de timbre d'émission a été largement refusée par la population. Continuons sur cette lancée et renvoyons la contre-réforme d'Ueli Maurer à son expéditeur le 25 septembre! ■

<sup>1</sup> Une obligation est un titre utilisé par les entreprises ou les Etats pour emprunter de l'argent sur les marchés financiers. Son détenteur touche un intérêt.

<sup>2</sup> *Le Temps*, 8 juillet 2022.

<sup>3</sup> *NZZ*, 10 août 2022.

<sup>4</sup> Administration fédérale des contributions: *Actualisation des conséquences financières 21.024 Loi sur l'impôt anticipé. Renforcer le marché des capitaux*. 15 décembre 2021.

<sup>5</sup> *Le Temps*, 30 juin 2022.

<sup>6</sup> *NZZ*, 10 août 2022.

## DUR AUTOMNE

Selon la Haute école spécialisée bernoise, le nombre de working poor a augmenté cette année sous l'effet de l'inflation (*SRF*, 3 août). Le phénomène touche 78 000 personnes de plus et concerne dorénavant 9,3% de la population suisse. Il risque d'être agguisé encore par la hausse des primes que les caisses maladie, pourtant assises sur des milliards de réserves, s'apprentent à annoncer cet automne. Dans le pays le plus riche du monde, la pauvreté prend l'ascenseur. ■

## INFINIE HYPOCRISIE

Alors que tout augmente, les faitières patronales ne veulent pas entendre parler d'une hausse générale des salaires. Pour Fabio Regazzi, directeur de l'Union suisse des arts et métiers et conseiller national (Centre), «les syndicats ne doivent pas jouer avec le feu», car «les entreprises ne peuvent pas constamment jouer les pompiers et augmenter les salaires à l'infini» (*Tribune de Genève*, 12 août). C'est pourtant ce qu'elles font pour les dividendes. ■

## LE CAGNARD ET LA CLIM

Le syndicat Unia a enquêté sur la situation des salariés vaudois de la construction travaillant sous la canicule. Résultat: moins de 20% des salariés ont bénéficié des pauses recommandées par le Seco et seulement 8% des chantiers ont interrompu les travaux les jours les plus chauds. Plus de 40% des travailleurs sondés n'avaient même pas d'eau à disposition (*L'Événement syndical*, 10 août). Tapis dans leurs bureaux climatisés, les employeurs n'ont pas dû en voir la nécessité. ■

## BUSINESS AS USUAL

Cet été, les sept médecins assistant-e-s de l'hôpital d'Einsiedlen, vendu au groupe Ameos en 2020, ont démissionné en dénonçant des conditions de travail catastrophiques. Outre-Sarine, l'épisode a déclenché un débat sur les dégâts causés par la privatisation des hôpitaux – un phénomène qui a le vent en poupe: les familles milliardaires Rupert (Richemont) et Aponte (MSC) viennent de s'allier pour racheter l'entier des actions de la société Mediclinic, propriétaire du groupe de cliniques privées Hirslanden (*Handelszeitung*, 5 août). Ma foi, ça rapporte. ■

## Carton Rouge

À Céline Amaudruz. Pour la conseillère nationale UDC, l'égalité n'est «pas un menu à la carte» (*24 heures*, 10 août). En conséquence, les femmes devraient se montrer solidaires, accepter de travailler une année de plus et voter oui à AVS 21. M<sup>me</sup> Amaudruz, présidente du conseil d'administration du groupe familial Minoteries SA et gestionnaire de fortune à la banque Reyl SA, est aussi «l'élue romande la plus riche du parlement», avec une fortune estimée à 10 millions de francs (*Le Temps*, 27 janvier 2017). En matière d'égalité et de solidarité, on se passera donc de ses conseils. Et on votera deux fois non le 25 septembre. ■



L'enquête contre l'ex-président américain prouve qu'aucun pays doté de l'arme atomique n'est à l'abri d'un dérapage aux conséquences terrifiantes. Il est temps de reconstruire un vaste mouvement en faveur du désarmement nucléaire.

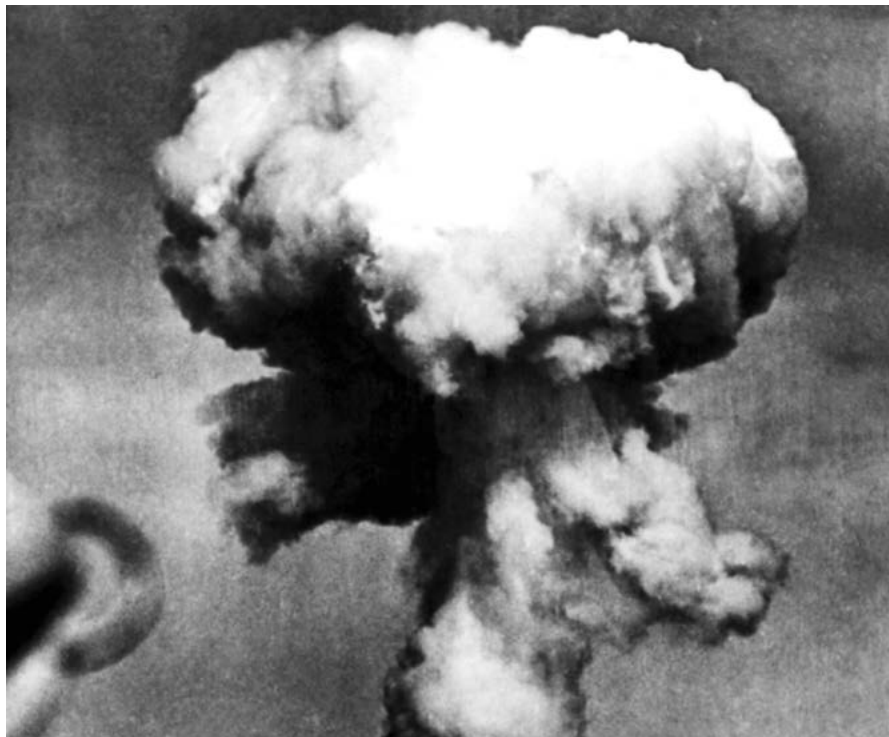
# La preuve par Donald Trump

PAOLO GILARDI . MEMBRE SSP . RÉGION GENÈVE  
KEYSTONE . PHOTO

Donald Trump a-t-il subtilisé des documents classés de la plus haute importance en matière de sécurité nationale? C'est ce que tend à prouver l'enquête ouverte à son encontre par le FBI. Il s'agit, d'après la presse, de mémos classés «top secret» ou «TS/SCI», une catégorie plus restrictive encore, parmi lesquels pourraient se trouver des informations relatives à la question des «armes nucléaires». Pour le moment, rien n'est confirmé. Mais la nouvelle n'a pas seulement de quoi inquiéter. Elle est aussi la preuve d'une nécessité urgente. Explications.

**«ÉQUILIBRE» DE LA TERREUR?** Paradoxalement, lorsque, en août 1945, les Etats-Unis avaient fait la preuve de leur puissance en rasant Hiroshima et Nagasaki, le monde était aussi soulagé par le fait que la bombe atomique avait été mise au point en Arizona, et pas dans l'Allemagne nazie. Nombreuses et nombreux furent également celles et ceux qui, quatre ans plus tard, se félicitèrent du fait que l'URSS s'était à son tour dotée de l'arme nucléaire, créant de la sorte un équilibre qui fut celui de la terreur – dissuasif, disait-on. Depuis, neuf pays se sont dotés de la bombe, d'aucuns avec la bénédiction du Conseil de sécurité de l'ONU, d'autres de manière tout à fait illégale. À la fin du siècle passé, ils disposaient ensemble de quelque 70 000 têtes nucléaires.

**300 FOIS HIROSHIMA.** À la suite des mouvements antiatomiques et devant l'ampleur du danger – mais aussi en raison du fardeau économique représenté par la course aux armements – les Etats, en particulier les Etats-Unis et l'URSS, ont participé à un processus de limitation de la prolifération nucléaire avec la signature, dès les années 1980, d'un certain nombre d'accords. Le nombre de têtes nucléaires a ainsi été réduit à 12 705 aujourd'hui, dont 3 700 opérationnelles et déployées. Les pays à la bombe sont: la Russie (5 977 têtes, dont 1 600 opérationnelles); les Etats-Unis (5 428, dont 1 750 opérationnelles); la Chine (350); la



France (290); le Royaume Uni (225); le Pakistan (165); l'Inde (160); Israël (90) et la Corée du Nord (20). La puissance destructrice de cet arsenal est épouvantable. Par exemple, la puissance d'une ogive Sarmat ou Satan<sup>2</sup> équivaut à 300 fois celle de la bombe larguée sur Hiroshima le 6 août 1945! Les accords sur l'arme nucléaire supposaient à la fois la rationalité des gouvernants de l'Union soviétique – qui n'auraient pas couru le risque de déclencher une attaque dont leur pays aurait subi les conséquences en retour – et le respect supposé des règles et institutions de la part des dirigeants occidentaux. C'est d'ailleurs sur la base de la définition de certains Etats comme «voyous» que des mesures et sanctions ont été prises contre la Corée du Nord et contre l'Iran, leurs régimes n'étant considérés ni respectueux de certaines règles, ni raisonnables – ce qui laisserait supposer que les puissances atomiques seraient nanties de ces vertus.

**PAS D'IMMUNITÉ AUX DÉRAPAGES.** Dans les faits, il n'en est rien. Si l'aventurisme militaire d'un Poutine peut laisser craindre toutes sortes de dérapages, l'autocrate ne souffrant d'aucune opposition interne, on se complaisait jusqu'ici à considérer les démocraties parlementaires comme immunes face à ces risques de dérapage,

les institutions étant respectées par les gouvernants. Or, ce qui se passe aux Etats-Unis démontre que ces pays ne sont pas à l'abri, bien au contraire! Les Etats-Unis, où l'instigateur présumé de l'attaque contre le Capitole a été élu démocratiquement, ne le sont pas; d'autres puissances nucléaires ne le sont pas plus. Rappelons qu'en France, depuis 2002, l'extrême droite – qui, à l'instar d'un Trump, se définit comme «anti-système» – a, par trois fois, atteint le deuxième tour de l'élection présidentielle – celle de la personne qui a accès aux codes atomiques!

**EN FINIR AVEC LES ARMES ATOMIQUES.** En ce sens, Donald Trump est la preuve vivante que seul le désarmement nucléaire total, le bannissement pur et simple de l'arme atomique – comme l'ont été les armes chimiques, biologiques et bactériologiques – peut nous mettre à l'abri du désastre. «Le monde est au bord de l'anéantissement atomique», nous avertit l'ONU. Tandis qu'à New-York, dans des salons feutrés, des représentant-e-s des Etats discutent jusqu'au 29 août de l'interdiction des bombes nucléaires – mais que ceux qui détiennent ces bombes s'y opposent. Il est grand temps de reconstruire un mouvement large, populaire, pour le désarmement nucléaire! ■

## Mot-clé

## SURPROFITS

94 milliards de dollars. C'est le montant des profits cumulés par les 15 plus grandes entreprises du secteur pétrolier au cours du premier semestre de cette année. 30 milliards ont déjà été redistribués aux actionnaires<sup>1</sup>. Tout cela pendant qu'une majorité de la population mondiale souffre des conséquences de l'inflation – et du réchauffement climatique, dont le secteur des énergies fossiles est un des principaux responsables. Ces bénéfices indécents ont fait réagir Antonio Gutierrez, le secrétaire général de l'ONU: «Il est immoral que les sociétés pétrolières et gazières réalisent des profits record grâce à la crise énergétique actuelle sur le dos des plus pauvres, et avec un coût énorme pour le climat. J'exhorte tous les gouvernements à taxer ces profits excessifs et à utiliser les fonds pour soutenir les personnes les plus vulnérables», s'est indigné M. Guterres. Son appel a été entendu en Italie, au Royaume-Uni, en Hongrie et en Espagne. En Suisse, les Verts proposent une taxe sur l'ensemble des «profiteurs de guerre», combattue par le Conseil fédéral et la droite. Les pétroliers ne sont en effet pas seuls à faire leur beurre de la misère du monde: le géant du négoce Glencore, basé à Zoug, a notamment annoncé un bénéfice record de 12,1 milliards de dollars au premier semestre de cette année<sup>2</sup>. Plus globalement, les grandes entreprises voient leurs profits exploser depuis des années. Les surprofits sont en effet une des caractéristiques du «capitalisme tardif» qui s'est consolidé au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cette phase du capitalisme est marquée par «l'apparition de trusts et d'autres firmes monopolistiques qui suppriment entre eux la concurrence au moyen de baisses des prix de vente. Ils se partagent les marchés, nationaux autant qu'internationaux, afin d'obtenir des surprofits monopolistiques», explique l'économiste Ernest Mandel<sup>3</sup>. Ces géants exercent ainsi «un contrôle élevé sinon total sur toute une série de marchés (...) qui se traduit par l'absence de concurrence sur les prix (...) Chaque fois que l'offre reste inférieure à la demande, les prix augmentent, tandis que chaque fois que l'offre dépasse la demande, les prix au lieu de baisser restent stables, ou baissent seulement de manière imperceptible.» ■

<sup>1</sup> *Le Temps*, 12 août 2022.

<sup>2</sup> *Le Temps*, 16 août 2022.

<sup>3</sup> Ernest Mandel: *Introduction à l'économie marxiste*. Cahiers du centre d'études socialistes, 1964.

## Démocratie. Salman Rushdie poignardé

Les *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, commencent par ces mots: «Avant de se poser sur le sein de la terre, il faut d'abord voler (...). Comment sourire à nouveau, sans avoir d'abord pleuré»? Ils se terminent en «tournant le dos au panorama»... Salman Rushdie a volé et s'est posé sur terre en 1988 avec les versets de cette magnifique errance poétique, personnelle, sociale et historique. Il a été condamné à mort en 1989 par l'ayatollah du fanatisme. Le 12 août, il a été victime d'une tentative d'assassinat par la barbarie intégriste. Que cette ignoble atteinte à la liberté d'expression ne l'empêche pas de continuer à tourner le dos au panorama de la tyrannie pour user de l'impertinence du verbe et de l'écrit. Au lieu de verser des larmes sur les méfaits de l'intolérance, sourions encore et à nouveau à la liberté, aux droits démocratiques (*Dario Lopreno*). ■

## Ukraine. Offensive contre les syndicats

En Ukraine, les travailleuses et travailleurs se mobilisent depuis des mois contre l'agression militaire russe. Ils doivent aussi se battre sur le front intérieur. Le 19 juillet dernier, le parlement ukrainien a en effet voté une loi (5371) abolissant de fait le droit du travail pour 94% des salarié-e-s, notamment en les privant du droit de négocier collectivement. Un appel international de soutien peut être signé ici (en anglais): <https://www.labourstartcampaigns.net> ■

## Bangladesh. Cultivateurs de thé en grève

Le 13 août, 150 000 travailleuses et travailleurs ont arrêté le travail dans plus de 200 plantations de thé. Ils demandent une augmentation de 150% de leurs salaires, qui ne leur permettent pas de survivre. ■